

# Les futurs nucléaires, l'utopie et la stricte suffisance

**Benoît Pelopidas**

DANS **FUTURIBLES** 2026/1 n° 470 , PAGES 5 À 24

ÉDITIONS **FUTURIBLES**

ISSN 0337-307X

DOI 10.3917/futur.470.0005

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2026-1-page-5?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Futuribles.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Les futurs nucléaires, l'utopie et la stricte suffisance

Par Benoît Pelopidas <sup>1</sup>

---

*Le retour de la guerre sur le sol européen et l'indifférence manifestée par les États-Unis vis-à-vis de la protection de leurs Alliés ont considérablement modifié la donne sécuritaire en Europe de l'Ouest. Face à deux géants possédant les plus gros arsenaux nucléaires dans le monde, de plus en plus d'observateurs et d'acteurs politiques estiment qu'il faut renforcer substantiellement les capacités de défense européennes. En France, outre la possible relance du service militaire annoncée fin novembre 2025, l'outil de la dissuasion nucléaire est régulièrement mis en avant pour souligner l'importance stratégique de Paris sur l'échiquier mondial, et dans un contexte d'agressivité accrue de la part de Moscou, la propension est grande de vouloir accroître l'arsenal nucléaire national et de ne pas se laisser distancer dans la course aux armements.*

*Ce serait là une grave erreur selon Benoît Pelopidas qui identifie et corrige, dans cet article, trois idées fausses mais communément acceptées aboutissant à cette évidence apparente : 1) les armes nucléaires seraient des protections alors qu'aucune n'est employable contre une attaque nucléaire ; 2) la taille actuelle des arsenaux nucléaires serait nécessaire à la dissuasion, ce qui est historiquement incorrect et néglige les possibilités émergentes de dissuasion conventionnelle ; et 3) disposer d'armes nucléaires serait bénéfique dans tous les futurs possibles : au contraire, dans certains c'est indifférent et dans d'autres, c'est nuisible ; l'arsenal jugé désirable dérive de paris subjectifs sur l'avenir qui doivent être explicités dans le débat stratégique. Après avoir précisé ces points, l'auteur invite la France et l'Europe à prendre en compte les multiples menaces auxquelles elles font face et à ne pas les traiter en silo, notamment du fait de l'empreinte carbone de la course aux armements et des effets de cette dernière sur la désirabilité des armes nucléaires. Il*

---

1. Professeur des universités à Sciences Po (CERI, Centre d'études et de recherches internationales), fondateur du programme d'étude des savoirs nucléaires. Merci à Sterre van Buuren, Florence Carre, Thomas Fraise, Beatrice Heuser, Hugues de Jouvenel et Agnès Sinaï pour leurs suggestions généreuses et fécondes. La rédaction de cet article a été achevée le 28 novembre 2025.

*propose ainsi une redéfinition de la « stricte suffisance » comme critère de dimensionnement des infrastructures de défense nationale au-delà des seules forces nucléaires. Cette proposition pourrait guider l'action publique française et européenne, mais aussi leur action diplomatique vis-à-vis des États « dotés », avec le soutien de ceux qui se soucient des effets du changement climatique. S.D.*

L'expiration du traité New START (Strategic Arms Reduction Treaty), en février 2026, ouvre une ère dans laquelle les États-Unis et la Russie ne sont pas soumis à des accords de maîtrise des armements bilatéraux pour la première fois depuis 1972 ; la Chine construit des silos de missiles sur son territoire, qui créent de nouvelles cibles pour l'arsenal nucléaire américain et sans doute d'autres, et les neuf États dotés d'armes nucléaires étendent la durée de vie de leur arsenal nucléaire ou en augmentent la taille. Dans un tel contexte, il est tentant de penser qu'il faut participer à la course aux armements en vue de la gagner. Certains partisans du discours de l'eupéanisation de la dissuasion nucléaire française ont ainsi avancé la nécessité d'augmenter la taille de l'arsenal national ou de reprendre la production de matières fissiles <sup>2</sup>.

Cet article montre au contraire pourquoi il est essentiel de ne pas prendre part à cette course aux armements et de proposer la diminution des arsenaux nucléaires. Il faut, plus largement, redéfinir les critères de suffisance aux échelles nationale et mondiale au vu d'objectifs multiples : la dissuasion mais aussi la non-prolifération, et la limitation du changement climatique et des effets des transformations planétaires sur la nation et l'Europe. Cette option demeure invisible du fait de trois illusions qui constituent les trois parties de l'article : on suppose à tort que les armes nucléaires offrent une protection parfaite contre toute menace d'origine étatique, que la taille des arsenaux ne peut pas être réduite parce qu'elle est seulement déterminée par les exigences de la dissuasion nucléaire et que, dans tous les futurs possibles, il est préférable de disposer des armes nucléaires que nous construisons aujourd'hui. Une fois ces illusions dissipées, la redéfinition d'un critère de « stricte suffisance » apparaît clairement comme une opportunité pour la France et pour l'Europe.

---

2. Pour une mise en perspective historique de cette proposition sur la longue durée et une évaluation multicritère, voyez EGELAND Kjølsv et PELOPIDAS Benoît, « European Nuclear Weapons? Zombie Debates and Nuclear Realities », *European Security*, vol. 30, n° 2, 2021. URL : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09662839.2020.1855147>. Consulté le 30 novembre 2025.

## Une vulnérabilité continue et pas de parapluie nucléaire

L'essentiel du discours officiel et du commentaire sur les questions d'armement nucléaire se limite à commenter la doctrine, et ce que l'on appelle communément la « grammaire » nucléaire présente l'arsenal nucléaire comme un instrument de protection. On le lit encore dans la *Revue nationale stratégique (RNS) 2025* : « La dissuasion nucléaire est la garantie ultime de la sécurité, de la *protection* et de l'indépendance de la nation <sup>3</sup>. » Or, la réduction de la politique nucléaire à de la gesticulation discursive et le discours de la protection, soutenu par la métaphore du parapluie (nucléaire) ou une autre, ont une chose en commun : ils nient notre condition de vulnérabilité à une explosion nucléaire, que son origine soit délibérée, délibérée mais non autorisée, involontaire (inadvertance) ou accidentelle <sup>4</sup>.

De ce point de vue, une autre formulation de la *RNS 2025* est éclairante : « la dissuasion nucléaire est d'abord la *manifestation d'une détermination politique* qui a pour objectif de protéger la France de toute agression d'origine étatique visant ses intérêts vitaux, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit la forme, nucléaire ou pas <sup>5</sup>. » Elle affiche des intentions et des objectifs, pas des effets prévisibles. Et ces annonces inexactes ne peuvent pas être validées comme des prophéties autoréalisatrices efficaces. En effet, en cas de guerre nucléaire à laquelle elle ne participerait pas, quelle que soit son origine, la France serait affectée et ses arsenaux nucléaires n'y pourraient rien. Ce serait vrai même dans le cas d'une guerre nucléaire entre des arsenaux de petite taille tels que ceux de l'Inde et du Pakistan, si les modèles de l'hiver nucléaire sont confirmés <sup>6</sup>. De même, par exemple, si le piratage des systèmes de commandement et de contrôle des arsenaux nucléaires devient possible, la France

3. *Revue nationale stratégique 2025*, Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, 2025, p. 35, §168 (les italiques sont de l'auteur [NDLR]). URL : [http://www.sgdsn.gouv.fr/files/2025-08/20250713\\_NP\\_SGDSN\\_Actualisation\\_2025\\_RNS\\_FR.pdf](http://www.sgdsn.gouv.fr/files/2025-08/20250713_NP_SGDSN_Actualisation_2025_RNS_FR.pdf). Consulté le 30 novembre 2025.

4. Sur la vulnérabilité nucléaire, nous renvoyons au chapitre 6 de notre ouvrage *Repenser les choix nucléaires*, Paris : Presses de Sciences Po, 2022 ; et à un chapitre de 2023 coécrit avec Zia Mian intitulé « Produire l'effondrement : les armes nucléaires comme préparation à la fin de la civilisation », publié en ligne par l'Institut Momentum, 12 mai 2025. URL : <https://institutmomentum.org/produire-l-effondrement>. Consulté le 30 novembre 2025.

5. *RNS 2025, op. cit.*, p. 35, §167 (les italiques sont de l'auteur [NDLR]).

6. XIA Lili *et alii*, « Global Food Insecurity and Famine from Reduced Crop, Marine Fishery and Livestock Production due to Climate Disruption from Nuclear War Soot Injection », *Nature Food*, vol. 3, août 2022, p. 586-596. URL : <https://www.nature.com/articles/s43016-022-00573-0>. Consulté le 30 novembre 2025.

s'expose au risque que des tiers causent des dommages inacceptables dont elle serait comptable<sup>7</sup>. Cela peut paraître fantaisiste. Il ne s'agit pas ici de faire de prédiction, mais l'horizon industriel de la politique de défense française exige de penser les possibles à très long terme puisque les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins en cours de construction sont conçus pour naviguer jusqu'en 2090. Qu'ils se réalisent ou pas d'ici là, il n'en reste pas moins vrai que l'arsenal nucléaire national ne protège pas contre la possibilité qu'il soit piraté. Il est ainsi démontrablement faux d'affirmer que ces systèmes d'armes constituent une protection parfaite contre toutes les menaces d'origine étatique<sup>8</sup>. Il faut donc en revenir à une vérité vieille de plus de 60 ans, à savoir la condition fondamentale de vulnérabilité nucléaire de tous les États.

Depuis le couplage d'explosifs thermonucléaires à des missiles balistiques qui se déplacent 20 fois plus vite qu'un avion de ligne, l'interception est devenue quasiment impossible. Il suffit d'environ 30 minutes à ces missiles qui font l'essentiel de leur trajet dans l'espace orbital extra-atmosphérique de la Terre pour aller de Washington à Moscou. Les États-Unis sont le seul pays à avoir développé, à un coût considérable, un système de défense antimissile de grande ampleur qui, pendant un temps, devait permettre de mettre fin à la vulnérabilité nucléaire, mais même celui-ci est loin de fournir le bouclier promis. Pour mesurer cette difficulté, on offre souvent l'analogie entre l'interception d'un missile balistique et le fait de toucher une balle tirée depuis un pistolet avec une autre. Or, cette analogie sous-estime la difficulté puisqu'une balle se déplace considérablement moins vite qu'un missile balistique. Les progrès technologiques en termes de vitesse des vecteurs, ce que l'on appelle les vecteurs hypersoniques, ne font au mieux qu'augmenter cette vulnérabilité. Ils réduisent encore le temps qui sépare le lancement et l'impact, donc le temps dont dispose le décideur s'il pense qu'il doit décider avant l'impact. En même temps, ils augmentent les exigences de l'interception, dont la probabilité de succès est déjà faible. Cela ne résout pas la difficulté continue de distinguer les ogives des leurres, qui demeure un obstacle essentiel à la constitution d'une défense antimissile crédible<sup>9</sup>.

7. LIN Herbert, *Cyber Threats and Nuclear Weapons*, Redwood City : Stanford University Press, 2021.

8. Cette formulation nous rappelle que des menaces d'origine non étatique sont aussi concevables et que la RNS 2025 reconnaît que ces armes ne sont pas conçues pour cela.

9. Tant qu'il n'est pas possible de distinguer les ogives des leurres, il reste facile de déjouer le système de défense antimissile en envoyant un grand nombre de leurres afin d'épuiser les intercepteurs disponibles avant l'attaque réelle.

Tableau 1. Les armes nucléaires françaises en 2025

| Système d'armes                                                   | Nombre | Opérationnel (année) | Portée (en km) <sup>(a)</sup> | Ogives (x puissance, en kilotonnes) | Type d'ogive | Nombre total d'ogives |
|-------------------------------------------------------------------|--------|----------------------|-------------------------------|-------------------------------------|--------------|-----------------------|
| <b>Aéronefs terrestres <sup>(b)</sup></b>                         |        |                      |                               |                                     |              |                       |
| Avions <i>Rafale</i> BF3/4 × ASMPA                                | 40     | 2010                 | 2 000                         | 1 × < 300 <sup>(c)</sup>            | TNA          | 40                    |
| <b>Avions embarqués</b>                                           |        |                      |                               |                                     |              |                       |
| Avions <i>Rafale</i> MF3/4 × ASMPA                                | 10     | 2011                 | 2 000                         | 1 × < 300 <sup>(c)</sup>            | TNA          | 10 <sup>(d)</sup>     |
| <b>Missiles mer-sol balistiques stratégiques <sup>(e)</sup></b>   |        |                      |                               |                                     |              |                       |
| M51.1                                                             | 0      | 2010                 | 6 000                         | 4-6 × 100 (MIRV) <sup>(c)</sup>     | TN75         | 0 <sup>(f)</sup>      |
| M51.2                                                             | 32     | 2016                 | 9 000                         | 4-6 × 100 (MIRV) <sup>(c)</sup>     | TNO          | 160                   |
| M51.3                                                             | 16     | [2026]               | 9 500                         | 4-6 × 100 (MIRV) <sup>(c)</sup>     | TNO-2        | [80] <sup>(f)</sup>   |
| Stock total                                                       |        |                      |                               |                                     |              | 290 <sup>(g)</sup>    |
| Ogives nucléaires mises hors service, en attente de démantèlement |        |                      |                               |                                     |              | 80 <sup>(h)</sup>     |
| Inventaire total                                                  |        |                      |                               |                                     |              | 370                   |

ASMPA = air-sol moyenne portée amélioré ; MIRV = Multiple Independently Targetable Reentry Vehicle ; TNA = tête nucléaire aéroportée ; TNO = tête nucléaire océanique.

(a) La portée des avions est indiquée en kilomètres. La portée du missile de croisière ASMPA est d'environ 600 km.

(b) La France a produit 54 missiles de croisière ASMPA, y compris ceux utilisés pour les vols d'essai. En 2023, elle a commencé à moderniser ses avions *Rafale* BF3 et MF3 pour les mettre aux normes F4 ; en mai 2025, ce processus était toujours en cours.

(c) Il existe une incertitude concernant la puissance de la tête nucléaire TNA. Certaines sources non officielles continuent de lui attribuer une puissance de 300 kilotonnes (kt), soit la même puissance que la précédente tête nucléaire TN81 embarquée par le missile ASMP d'origine. Cependant, MBDA, le fabricant du missile ASMPA qui transporte la TNA, a déclaré que l'ogive avait une puissance « moyenne », ce qui laisserait supposer une puissance inférieure à 300 kt. La TNA semble également conçue selon le même *design* que la TNO, dont la puissance est censée être de 100 kt.

(d) Les 10 ogives attribuées aux avions embarqués français sont censées être conservées dans un entrepôt central et ne sont, normalement, pas déployées.

(e) La France exploite quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) pouvant transporter jusqu'à 64 missiles. Cependant, le nombre total de missiles transportés est inférieur (48), car il y a toujours un des quatre SNLE en maintenance.

(f) Le dernier SNLE à avoir transporté des missiles balistiques M51.1 avec des ogives TN75, *Le Vigilant*, a entamé sa longue période de maintenance à la fin de l'année 2023. Lors de son escale sur l'île Longue, fin 2023, tous ses missiles et ogives auraient été retirés du sous-marin, qui a ensuite rejoint la cale sèche de Brest en janvier 2024. *Le Vigilant* devrait rejoindre la flotte en 2026 et sera le premier SNLE équipé des nouveaux missiles mer-sol balistiques stratégiques M51.3 avec les nouvelles ogives TNO-2 modifiées.

(g) En février 2020, le président Emmanuel Macron a réaffirmé que l'arsenal « compte actuellement moins de 300 armes nucléaires ». On estime qu'il y a toujours, à tout moment, un certain nombre d'ogives en cours de maintenance et d'inspection.

(h) On estime que la France a retiré les dernières de ses plus vieilles ogives TN75 du *Vigilant* fin 2023. Étant donné que la priorité actuelle du pays reste la production de nouvelles ogives TNO-2 modifiées, on estime jusqu'à 80 le nombre de ces ogives TN75 déchargées qui restent en attente d'un éventuel démantèlement.

Source : KRISTENSEN Hans M. et alii, « French Nuclear Weapons », *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 81, n° 4, juillet 2025, p. 313-326. URL : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00963402.2025.2524251>. Consulté le 30 novembre 2025.

Depuis que des missiles balistiques à têtes nucléaires sont embarqués dans des sous-marins dont la détection est extrêmement difficile, leur destruction avant le lancement est, elle aussi, devenue quasi impossible. Pour parler de protection, il faudrait donc que des abris existent pour la partie de la population susceptible d'être affectée par des frappes nucléaires. Or, de tels abris n'existent pas et seuls quelques pays, tels que la Suisse, les avaient mis en place pendant la guerre froide. En cohérence avec son approche du soldat citoyen, il y avait des armes mais aussi une place dans un abri pour chaque citoyen. C'est une exception passée, puisque même en Suisse, le nombre d'abris antiatomiques opérationnels est devenu insuffisant pour accueillir toute la population. Quoi qu'il en soit, leur efficacité suppose que ceux qui ont atteint les abris en cas de catastrophe nucléaire majeure vont y survivre, ce qui est loin d'être garanti. Dans tous les États dotés d'armes nucléaires — les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France, la Chine, Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord —, les abris ont pour but de faire survivre la chaîne de commandement qui rend possible la riposte, soit un nombre extrêmement réduit de personnes.

En somme, en l'absence de capacité de destruction des ogives lancées contre le pays, d'incapacité d'interception des missiles balistiques du fait de leur vitesse et de leur trajectoire, et d'abris où la population pourrait survivre, il n'y a pas de protection contre une attaque nucléaire. Pour mieux le comprendre, il convient de rappeler que l'explosion non désirée d'une seule de ces armes est considérée comme absolument intolérable, de sorte que la construction d'une protection est anormalement exigeante puisqu'elle ne doit pas laisser passer une seule ogive. Or, il en reste 12 000 sur la planète, réparties dans neuf États dotés et six États hôtes, dont la plupart sont bien plus destructrices que celles qui ont frappé Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945.

Un dernier indice de la vulnérabilité française est souvent négligé. Dès 1969, la Russie a dimensionné son arsenal de manière à ce qu'elle puisse non seulement dissuader l'adversaire, mais aussi limiter les dégâts si la dissuasion nucléaire devait échouer<sup>10</sup>. Pour ce faire, elle entend cibler et être capable de détruire le plus possible d'armes nucléaires adverses en cas d'échec de la dissuasion. Elle conserve des arsenaux qui permettent de le faire. En d'autres

---

10. HOLLOWAY David, « Racing toward Armageddon? Soviet Views of Strategic Nuclear War, 1955-1972 », in Michael D. GORDIN et John G. IKENBERRY (sous la dir. de), *The Age of Hiroshima*, Princeton : Princeton University Press, 2020, p. 83.

termes, les armes nucléaires disposées sur le sol français, notamment sur la base de l'île Longue de la Force océanique stratégique et celles des Forces aériennes stratégiques, transforment le territoire en cible prioritaire en cas d'échec de la dissuasion. Il en est de même des États-Unis — qui pour l'instant ne considèrent pas la France comme un pays ennemi<sup>11</sup>. La condition nucléaire demeure donc d'abord et avant tout une condition de vulnérabilité.

## Des arsenaux très en excès par rapport aux exigences de la dissuasion

Un deuxième élément à garder en tête lorsqu'on réfléchit aux questions d'armes nucléaires tient à ce que les arsenaux existants sont largement en excès par rapport aux exigences de la dissuasion nucléaire telles que définies par les États dotés. C'est un élément important parce que tous les États dotés justifient la possession de leurs arsenaux en termes de dissuasion et que le discours public français commet un raccourci problématique en appelant l'arsenal nucléaire national « la dissuasion »<sup>12</sup>.

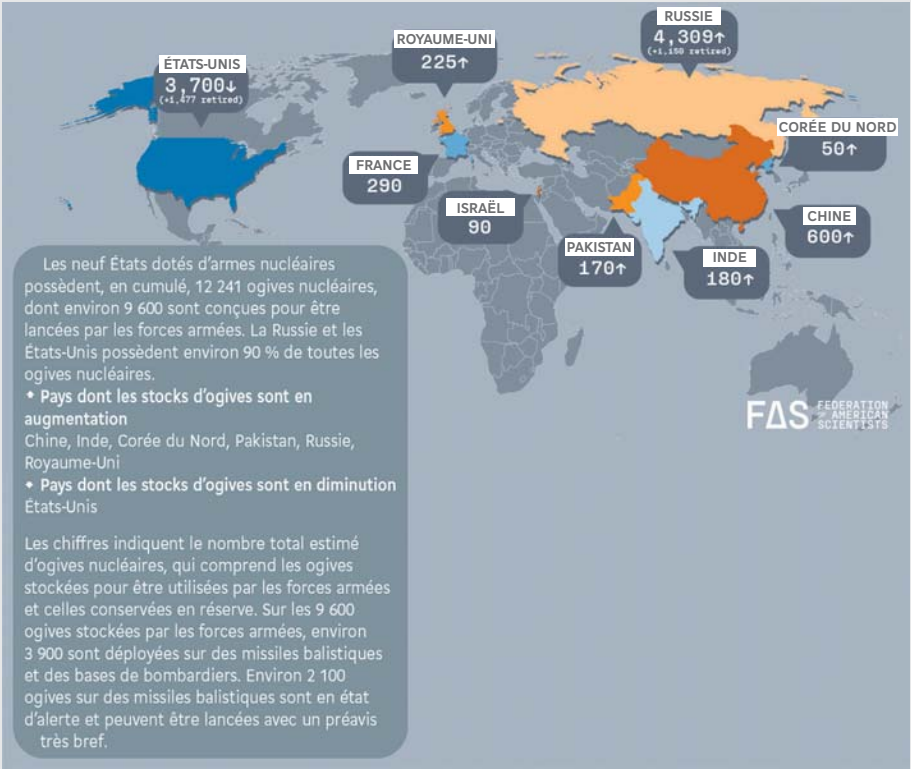
Tous les États dotés ont entamé des processus d'extension de la durée de vie des arsenaux nucléaires pour plusieurs décennies, avec des niveaux de dépense difficiles à chiffrer mais en augmentation rapide<sup>13</sup>. Les États-Unis et la Russie disposent à eux seuls de 87 % de l'arsenal nucléaire mondial. Il est vrai qu'après des décennies de stabilité, l'arsenal nucléaire chinois augmente en taille, pour atteindre 600 armes en 2025 et possiblement 1 000 en 2030. Il reste très en deçà des niveaux d'armement de Washington et Moscou, dotés respectivement de 3 700 et 4 309 armes nucléaires, sans compter les armes retirées de l'arsenal, soit respectivement 1 477

11. Sur la politique de ciblage antirforce aux États-Unis, voir ROBERTS Brad (sous la dir. de), *Counterforce in Contemporary US Nuclear Strategy*, Center for Global Security Research, Lawrence Livermore National Laboratory, mai 2025. URL : <https://cgsr.llnl.gov/sites/cgsr/files/2025-05/2025-0529-CGSR-Occasional-Paper-Counterforce-In-Contemporary-US-Nuclear-Strategy.pdf>. Consulté le 30 novembre 2025.

12. C'est problématique parce que cela suggère sans le prouver qu'il dissuade toujours, qu'il ne fait que dissuader et qu'il n'y a pas d'instrument non nucléaire de dissuasion. Nous documentons ce problème du discours français dans le chapitre 7 de *Repenser les choix nucléaires* (op. cit.). Une logique analogue existe dans le discours britannique qui parle de « *the deterrent* ». En 2025, les partisans de la dissuasion y ajoutent la nécessité d'une force conventionnelle crédible mais n'interrogent pas les possibles substituabilités entre des capacités nucléaires et conventionnelles.

13. L'une des rares estimations avance une dépense de 100 milliards de dollars US pour les armes nucléaires en 2024, en hausse de 10 milliards par rapport à l'année précédente. Voir ICAN (International Campaign for the Abolition of Nuclear Weapons), *Hidden Costs: Nuclear Weapons Spending in 2024*, ICAN, juin 2025. URL : [https://assets.nationbuilder.com/ican/pages/8192/attachments/original/1749755658/ICAN\\_Spending\\_Report\\_Hidden\\_Costs\\_final\\_spreads.pdf](https://assets.nationbuilder.com/ican/pages/8192/attachments/original/1749755658/ICAN_Spending_Report_Hidden_Costs_final_spreads.pdf). Consulté le 30 novembre 2025.

Carte 1. Estimation et répartition géographique des stocks mondiaux d'ogives nucléaires en 2025



Source : KRISTENSEN Hans et alii, « Status of World Nuclear Forces », *op. cit.*

et 1 150<sup>14</sup>. Il ne s'agit pas ici d'introduire la notion trompeuse selon laquelle il existerait des petits arsenaux nucléaires. Souvenons-nous que depuis les années 1950, nous savons qu'il suffirait de 15 bombes thermonucléaires pour détruire la France de manière irréversible. Le propos consiste plutôt à montrer à quel point le discours selon lequel les exigences de la seule dissuasion nucléaire dictent la taille et la forme des arsenaux nucléaires est faux jusqu'à ce jour. Les neuf États dotés ont produit plus de 120 000 armes nucléaires dont plus de 80 % ont ensuite été démantelées. Depuis au moins les années 1960, chaque État doté à un temps donné (sauf l'Afrique du Sud) a conservé un arsenal capable de mettre fin à des États entiers, voire à la civilisation, dans certains cas plusieurs fois. Ne perdons pas cette échelle de vue.

14. Ces chiffres sont ceux de la Federation of American Scientists (FAS), mis à jour en mars 2025 (carte 1). Voir KRISTENSEN Hans et alii, « Status of World Nuclear Forces », FAS, 26 mars 2025. URL : <https://fas.org/initiative/status-world-nuclear-forces/>. Consulté le 30 novembre 2025.

Comme suggéré dans la section précédente, l'arsenal nucléaire américain a depuis longtemps des objectifs en plus de la dissuasion, notamment des objectifs de dissuasion élargie ou étendue <sup>15</sup>. Cela mérite une longue citation : « la politique américaine a toujours été de frapper en premier de manière préemptive, ou en réponse à une attaque conventionnelle sur un territoire allié, ou à une attaque biologique ou une cyberattaque de grande ampleur. [...] Toutes ces options envisagent d'utiliser des armes nucléaires contre des cibles militaires à des fins militaires ; elles envisagent la bombe comme une arme de guerre <sup>16</sup>. »

Ce n'est pas seulement une observation historique. En effet, en avril 2021, l'amiral Charles Richard, en charge de l'arsenal américain, a expliqué à la Commission des forces armées du Sénat américain que l'arsenal pouvait remplir toutes les missions qui lui étaient assignées, même si l'une de ses trois composantes (aérienne, terrestre et maritime) était perdue. Au cours de la seconde administration Obama, les responsables de l'arsenal nucléaire américain s'étaient accordés sur le fait qu'il pouvait être réduit à 1 000 ogives sans mettre en péril aucun objectif — et donc pas seulement celui de dissuader <sup>17</sup>. Cela donne une idée du degré d'excès. Rappelons en effet qu'en 1964, le secrétaire à la Défense Robert McNamara a défendu qu'il suffirait de 400 armes d'un million de tonnes d'équivalent TNT (trinitrotoluène) pour garantir la « destruction assurée » de l'Union soviétique, alors que les effets climatiques des explosions nucléaires n'étaient pas connus <sup>18</sup>. La mission de limiter les dommages causés à la nation si la dissuasion devait échouer (*damage limiting*) a abouti à développer des capacités permettant de cibler et de détruire le plus d'armes nucléaires ennemies avant qu'elles ne soient lancées <sup>19</sup>. La Russie n'utilise pas cette catégorie, mais elle a néanmoins déployé des capacités et des politiques de ciblage antiforce. La question est plus ambiguë dans le cas de la Chine. Mais les cas des États-Unis et de la Russie suffisent à mon-

15. Par dissuasion étendue ou élargie, nous entendons le fait, pour un pays, de menacer d'utiliser ses armes nucléaires en espérant que cela dissuadera l'ennemi de s'en prendre à l'un de ses alliés.

16. KAPLAN Fred, *The Bomb: Presidents, Generals, and the Secret History of Nuclear War*, New York : Simon & Schuster, 2020, p. 2 (la traduction est de l'auteur [NDLR]).

17. Le témoignage de l'amiral Richard peut être téléchargé sur la page <https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/Richard04.20.2021.pdf>. Consulté le 30 novembre 2025. Et le chiffre de 1 000 est issu de KAPLAN Fred, *op. cit.*, p. 242.

18. MCNAMARA Robert, « Draft Presidential Memorandum to President Johnson », secrétariat à la Défense des États-Unis, 3 décembre 1964, p. 11. URL : <http://nsarchive.gwu.edu/nukevault/ebb275/20.pdf>. Consulté le 30 novembre 2025.

19. ELLSBERG Daniel, *The Doomsday Machine: Confessions of a Nuclear War Planner*, New York : Bloomsbury, 2017, p. 13, 120, 299 et 338.

trer l'excès des arsenaux existants par rapport aux exigences de la dissuasion. La question du minimum d'armements, conventionnels et nucléaires, nécessaire pour atteindre les objectifs de sécurité nationale et internationale, doit se reposer dans chaque État alors que la grande majorité d'entre eux ont une stratégie non nucléaire de sécurité nationale, et qu'Israël ne dispose que de 90 armes nucléaires quand la France en compte 290<sup>20</sup>.

Deux dynamiques suggèrent des opportunités pour avancer l'argument selon lequel moins d'armes nucléaires seraient nécessaires, au regard même des paramètres fixés par les États dotés. D'abord, la capacité de destruction des arsenaux existants est probablement sous-estimée puisqu'elle ne semble toujours pas tenir compte des effets climatiques de la guerre nucléaire. À l'été 2025, le secrétaire général des Nations unies a assemblé un panel d'experts qui doit rendre un rapport à ce sujet sous deux ans. Un nombre inférieur d'armes pourrait donc produire un niveau égal de destruction<sup>21</sup>. En termes de missions, nous savons maintenant que des armes conventionnelles peuvent remplir les missions antiformes jusqu'à présent attribuées aux armes nucléaires. Autrement dit, pour détruire les arsenaux nucléaires de l'ennemi, on peut désormais utiliser des ogives conventionnelles et obtenir une probabilité de destruction équivalente<sup>22</sup>. Ensuite, un débat est en train de se rouvrir sur la possibilité de dissuader l'emploi d'armes nucléaires avec des armes conventionnelles<sup>23</sup>.

## Possibilités, incertitudes et effets de cadrage

Contrairement à une idée reçue, il n'est pas nécessairement préférable de disposer des armes nucléaires que nous construisons aujourd'hui dans tous les futurs possibles. La valeur future attribuée aux arsenaux nucléaires dépend largement d'effets de cadrage à garder en tête lorsque l'on conduit une réflexion stratégique.

---

20. Ce sont les données 2025 de la FAS.

21. Lynn Eden a établi un précédent d'une telle sous-estimation importante et durable des dégâts produits par un arsenal donné. Elle a ainsi montré que pendant plusieurs décennies, les institutions américaines en charge de planifier la guerre nucléaire n'avaient pas pris en compte les superfeux causés par les explosions atomiques dans leurs estimations des dégâts. Voir *Whole World on Fire: Organizations, Knowledge and Nuclear Weapons Devastation*, Ithaca : Cornell University Press, 2004.

22. SNYDER Ryan, « Assessing the Lethality of Conventional Weapons against Strategic Missile Silos in the United States, Russia, and China », *Science & Global Security*, vol. 32, n° 1-3, septembre 2024, p. 105-173 ; SANCHEZ Eli, « The Counter-Silo Capabilities of Conventional Prompt Strike Weapons », *Science & Global Security*, 2025, p. 1-45.

23. MOUNT Adam, « Conventional Deterrence of Nuclear Use », *International Security*, vol. 50, n° 2, automne 2025, p. 95-129.

D'abord, le démantèlement rapide des arsenaux est matériellement possible. La totalité des armes existant sur la planète pourrait être démantelée en moins de 10 ans sans innovation technologique si la volonté politique existait <sup>24</sup>. Entre 1987 et 1997, les États-Unis et la Russie ont en effet démantelé plus de deux fois et demie plus d'armes que le nombre qui reste aujourd'hui sur la planète.

En même temps, comme la première section le suggérait, des explosions nucléaires et une guerre nucléaire demeurent possibles. Nous en avons plusieurs indices. La quête de crédibilité de la dissuasion nucléaire pratiquée par les États dotés exige de convaincre l'adversaire potentiel de cette possibilité ; la plupart des États dotés et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) n'ont pas adopté de doctrine de non-emploi en premier de leurs armes nucléaires ; les jeux de guerre et simulations de crise nucléaire, y compris ceux qui mobilisent des responsables en exercice, aboutissent fréquemment à l'emploi de ces armes <sup>25</sup>. Enfin, la recherche a montré que nous avons par le passé évité des explosions nucléaires non désirées, non pas grâce à la pratique d'un contrôle parfait sur les armes nucléaires, mais grâce à des défaillances techniques, des désobéissances et des facteurs indépendants des pratiques de contrôle, soit grâce à la chance <sup>26</sup>. Et nous ne disposons pas des preuves nécessaires à établir que nous aurions repris le contrôle parfait sur ces armes <sup>27</sup>. Les incitations professionnelles à surestimer ledit contrôle demeurent et des discussions existent sur le choix délibéré de la perte de contrôle par la délégation à des intelligences artificielles afin d'augmenter la crédibilité.

De multiples incertitudes demeurent du fait des postulats ou points aveugles à partir desquels les politiques existantes sont composées et des limites des prédictions. Il est essentiel de se

24. MIAN Zia et KÜTT Moritz, « Setting the Deadline for Nuclear Weapon Destruction under the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons », *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*, vol. 2, n° 2, 2019. URL : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/25751654.2019.1674471>. Consulté le 30 novembre 2025.

25. Voir le témoignage du général John Hyten, en charge de l'arsenal américain, à la Mitchell Institute Triad Conference, 17 juillet 2018. URL : <https://www.stratcom.mil/Media/Speeches/Article/1577239/the-mitchell-institute-triad-conference/>. Consulté le 30 novembre 2025.

26. Voir *Repenser les choix nucléaires*, op. cit., p. 209-213 et 283-291.

27. Il est intéressant en effet d'observer qu'aux États-Unis, les professionnels parlent de risque « infimement petit » (*vanishingly small*), pas de risque nul, d'explosion involontaire. Voir notamment la déclaration récente de Jason M. Weaver, « One in a Million, Given the Accident: Assuring Nuclear Weapon Safety », in Sarah MINOT (sous la dir. de), *Nuclear Scholars Initiative: A Collection of Papers from the 2014 Nuclear Scholars Initiative*, Center for Strategic and International Studies (CSIS), août 2015, p. 235-247. URL : [https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy\\_files/files/publication/150724\\_Minot\\_NuclearScholars2014\\_Web.pdf](https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/150724_Minot_NuclearScholars2014_Web.pdf). Consulté le 30 novembre 2025.

souvenir que les événements les plus importants dans l'histoire de l'âge nucléaire ont été peu ou mal prévus (l'essai nucléaire chinois de l'automne 1964, l'éclatement d'un État doté d'armes nucléaires avec la fin de l'Union soviétique et le renoncement de l'Afrique du Sud à son arsenal, sans oublier la surestimation régulière des capacités nucléaires soviétiques et de la prolifération horizontale). Certains étaient sans précédent, pour le meilleur et pour le pire. Supposer donc que nous sommes au bout de nos surprises serait équivalent à penser que nous traversons une révolution : le futur nucléaire serait exempt de surprises alors que le passé en est jonché.

Cela permet de comprendre que contrairement à un postulat partagé en France, disposer des armes nucléaires que l'on construit n'est pas un atout dans tous les futurs possibles. Dans certains, c'est indifférent et dans d'autres — piratage, accident, terrorisme nucléaire, guerre nucléaire dans laquelle les armes nucléaires d'un pays sont détruites parce que l'ennemi craint qu'elles ne soient lancées contre lui — nuisible. Dans tous, il s'agit d'un coût d'opportunité<sup>28</sup>. N'oublions pas non plus que la stratégie de dissuasion nucléaire engage et place la France face à un dilemme si elle devait subir des destructions sans précédent, que ce soit le fait d'un ennemi non « dissuadable », d'une escalade involontaire ou de frappes accidentelles avec des armes nucléaires visant son territoire. Dans ce futur possible, conserver ces armes équivaut à se placer en situation de commettre un meurtre de masse en ripostant pour tenir la promesse de la dissuasion nucléaire, ou de perdre toute crédibilité si on ne le fait pas.

Un point aveugle très préoccupant concerne le postulat implicite partagé par les documents de planification nucléaire des cinq États dotés d'armes nucléaires, selon lequel les arsenaux nucléaires et le changement climatique ne vont pas s'influencer mutuellement dans les décennies à venir. Or, on peut envisager des interactions entre les arsenaux nucléaires et le changement climatique qui rendent possibles des explosions nucléaires non désirées, voire la guerre<sup>29</sup>.

28. Nous développons ces aspects dans « L'oracle et le planificateur. Choisir des futurs (nucléaires) en connaissance de cause », *Questions internationales*, décembre 2024.

29. Voir VAN BUUREN Sterre, FRAISE Thomas et PELOPIDAS Benoît, « Existential Silos: The Compartmentalization of the Futures of Environmental Change and the Nuclear Threat », *Futures*, vol. 173, octobre 2025. URL : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0016328725001338>. Consulté le 30 novembre 2025.

Par exemple, l'Inde et le Pakistan dépendent du fleuve Indus pour leur approvisionnement en eau et électricité. Les projections prévoient que le débit du fleuve se réduise de manière significative, ce qui crée des possibilités d'escalade d'autant plus grandes que le fleuve traverse le territoire contesté du Cachemire. Ce sont pour l'instant les seules hypothèses de conflit climatique impliquant des escalades nucléaires étudiées à notre connaissance, mais on peut et doit en imaginer d'autres. L'élément essentiel consiste à réaliser que, dans des circonstances où la catastrophe semble inévitable pour la communauté dotée d'armes nucléaires, la logique du martyr qui disparaît en utilisant ces armes pour infliger le plus de dégâts à l'ennemi historique devient concevable <sup>30</sup>.

Cette possibilité n'est même pas sans précédent. Souvenons-nous de Fidel Castro. Dans la perspective d'une invasion américaine de Cuba en vue de l'occuper, dont il pensait qu'elle rendait la guerre nucléaire inévitable, Castro a effectivement, dans sa lettre du 26 octobre 1962, demandé à Khrouchtchev d'initier une frappe nucléaire, même si cela signifiait la mort du peuple cubain <sup>31</sup>. Au vu de possibilités de ce genre, une planification qui suppose l'absence d'interactions entre armements nucléaires et changement climatique est d'autant plus préoccupante que la RNS 2025 est explicite quant à sa compréhension des conséquences catastrophiques prévisibles du changement climatique à venir : « L'État préparera la nation à une France à + 4 °C d'ici à la fin du siècle. [...] chaque politique publique devra systématiquement inclure un horizon temporel à + 30 / + 50 ans, afin d'assurer la pérennité et donc l'utilité à long terme des efforts consentis <sup>32</sup>. » Or, ces + 4 °C en France correspondent à + 2,8 °C de hausse médiane des températures en 2100, ce qui équivaut à forcer au moins 1,7 à 3,1 milliards de personnes en dehors de la niche climatique qui permet leur survie <sup>33</sup>.

La valeur attribuée aux armes nucléaires futures, souvent présentée comme objective, dérive en fait d'effets de cadrage, de paris subjectifs. Le comprendre est d'autant plus important que la course aux armements s'est déjà présentée comme une prophétie autoréalisatrice dont il est essentiel d'éviter qu'elle se reproduise. Si les armes

30. Indépendamment du changement climatique, une logique similaire pourrait s'appliquer à tout État doté confronté à l'imminence d'une opération visant à changer son régime par la force.

31. BAYARD DE VOLO Lorraine, « Cuba's Missile Crisis and the Logic of National Martyrdom », *Security Studies*, vol. 34, n° 2, 2025, p. 292-319, surtout p. 308-316.

32. RNS 2025, *op. cit.*, p. 43, §219.

33. LENTON Timothy M. et alii, « Quantifying the Human Cost of Global Warming », *Nature Communications*, vol. 6, mai 2023. Sur cet aspect, voir aussi l'encadré page suivante.

## BREF FOCUS SUR LE SCÉNARIO DE CHANGEMENT CLIMATIQUE DE LA RNS 2025

Un réchauffement climatique de 4 °C en France à l'horizon 2100 par rapport au niveau préindustriel correspond à + 2,8 °C de hausse médiane des températures mondiales en 2100. Ce scénario placerait 1,7 à 3,1 milliards de personnes en dehors de la niche climatique qui permet, jusqu'à présent, leur survie <sup>1</sup>. Cette traduction du niveau de réchauffement en France en niveau de réchauffement médian mondial se lit dans le troisième Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), publié en 2025 <sup>2</sup>. Nous entendons que ces prévisions sont incertaines et dépendent de modèles démographiques particuliers, mais des indices récents

suggèrent qu'elles pourraient être des sous-estimations <sup>3</sup>, puisqu'elles supposent que les États vont tenir leurs engagements et que la capacité d'absorption des puits de carbone va rester constante alors même qu'elle a déjà commencé à décroître <sup>4</sup>. Elles supposent aussi qu'à ces températures plus élevées, nous ne franchirons pas de points de bascule qui produiraient des effets bien plus graves, que des défaillances synchrones dans différents domaines n'advieront pas, que l'AMOC (circulation méridionale de retournement de l'Atlantique) ne s'arrêtera pas et que ces catastrophes en cascade puissent être aggravées par les réponses politiques qu'on leur apporte. ■

1. LENTON Timothy M. *et alii*, « Quantifying the Human Cost of Global Warming », *Nature Communications*, vol. 6, mai 2023.

2. PNACC 2025, p. 10. URL : <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/PNACC3.pdf>. Consulté le 30 novembre 2025. Voir aussi WALLENHORST Nathanaël, 2049. *Ce que le climat va faire à l'Europe*, Paris : Seuil, 2025.

3. KEMP Luke *et alii*, « Climate Endgame: Exploring Catastrophic Climate Change Scenario », *PNAS (Proceedings of the National Academy of Sciences)*, vol. 119, n° 34, août 2022. URL : <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.2108146119>. Consulté le 30 novembre 2025 ; et KEMP Luke, *Goliath's Curse: The History and Future of Societal Collapse*, New York : Penguin Press, 2025, chap. 17.

4. Voir CURRAN James C. et CURRAN Samuel A., « Natural Sequestration of Carbon Dioxide Is in decline: Climate Change Will Accelerate », *Weather*, vol. 80, n° 3, mars 2025, p. 85-87. URL : <https://rmts.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/wea.7668>. Consulté le 30 novembre 2025.

nucléaires françaises sont traitées comme des instruments parfaitement contrôlables, comme des solutions à des problèmes de possibles dommages excessifs dans un monde en proie à la guerre dans lequel les intentions des adversaires du pays ne sont pas connaissables, et comme une composante durable de notre monde, alors réduire les vulnérabilités de ces armes et augmenter celles de l'adversaire deviennent des objectifs prioritaires. Si l'on accepte qu'il est plus prudent de supposer le pire en termes d'intentions et de capacités de l'ennemi, et de ne pas prendre en compte les effets de ces choix, alors la diversification de l'arsenal et le maintien de la supériorité à chaque niveau de l'échelle d'escalade apparaît comme

un bénéfice net et la seule solution concevable. La course aux armements est ainsi devenue une prophétie autoréalisatrice aux États-Unis. Arrêtons-nous donc sur les paris sur l'avenir et effets de cadrage qui déterminent la valeur future attribuée aux armes nucléaires. Nous avons mentionné le rôle du postulat de contrôle parfait et de l'occultation des effets. Observons maintenant l'effet de la chronologie supposée des catastrophes à venir et de leurs supposées conséquences.

Plus on conjecture que l'échec catastrophique de la dissuasion nucléaire va advenir dans un avenir lointain, jusqu'à peut-être supposer qu'il n'arrivera jamais <sup>34</sup>, plus la valeur et la pertinence des armes nucléaires que nous pensons adéquates aujourd'hui augmentent. *A contrario*, plus on rapproche cette catastrophe du présent, plus leur valeur stratégique diminue. Un deuxième pari subjectif décisif porte sur les conséquences supposées de cet échec de la dissuasion nucléaire française. Dès lors, si l'on considère que seul un nombre limité d'explosions va advenir et que nous resterons en deçà du seuil de l'hiver nucléaire, l'impact de la possibilité de cette catastrophe sur nos jugements sur la valeur de ces armes s'en trouve considérablement diminué.

En somme, le démantèlement et la guerre nucléaire demeurent possibles, ainsi que les imprévus, l'imprévisible ou le sans précédent. Il n'en reste pas moins que tant que l'État français ne prend pas en compte les effets de ses prévisions et de ses actions sur la

Tableau 2. Évolution des dépenses consacrées aux armes nucléaires dans les pays dotés, en 2024 (en dollars US)

| PAYS                                                                                            | TOTAL ANNUEL                               | VARIATION / 2023                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
|  États-Unis    | \$56.8 milliards<br>⌚ \$107772 / minute    |  10% |
|  Chine         | \$12.5 milliards<br>⌚ \$23.804 / minute    |  8%  |
|  Royaume-Uni   | \$10.4 milliards<br>⌚ \$19.800 / minute    |  26% |
|  Russie        | \$8.1 milliards<br>⌚ \$15.405 / minute     |  6%  |
|  France        | \$6.9 milliards<br>⌚ \$13.039 / minute     |  13% |
|  Inde          | \$2.6 milliards<br>⌚ \$4.976 / minute      |  3%  |
|  Israël        | \$1.1 milliard<br>⌚ \$2.110 / minute       |  2%  |
|  Pakistan      | \$1.1 milliard<br>⌚ \$2.049 / minute       |  18% |
|  Corée du Nord | \$630 millions<br>⌚ \$1195 / minute        |  7%  |
|  Total 2024    | \$100.2 milliards<br>⌚ \$190151 par minute |  11% |

Source : ICAN, *op.cit.*, p. 7.

34. Précisons « jamais » : en tout cas pas avant une catastrophe d'une autre forme qui causerait des dommages inacceptables et irréparables à la nation, ou pas avant un événement qui exigerait l'usage d'armes nucléaires pour empêcher un désastre.

course aux armements et sur l'environnement, il surestime les bénéfices de l'arsenal nucléaire qu'il choisit de construire. Il est essentiel d'intégrer au débat stratégique les paris sur les menaces à venir, et de reconnaître que des paris subjectifs sur le moment où la dissuasion nucléaire va échouer de manière catastrophique et les effets de cet échec ont des effets considérables sur la valeur stratégique future supposée de ces systèmes d'armes. Une prospective réflexive, indépendante, et sans liens d'intérêts avec les fabricants de l'arsenal national est donc une condition première d'un débat stratégique éclairé<sup>35</sup>.

## Conclusion : accepter l'utopie à long terme et redéfinir la « stricte suffisance » à court terme

La proposition de réduction des arsenaux dans le contexte actuel peut paraître utopique alors que la course aux armements serait réaliste. Si par utopique, on entend sans précédent, rappelons-nous que la condition nucléaire force à choisir une utopie comme horizon de long terme ou à parier sur le fait que la nation et / ou l'espèce disparaîtront sous peu. La première de ces deux utopies est technophile : elle consiste à croire que nous pouvons continuer à vivre dans un monde avec des arsenaux nucléaires susceptibles de détruire la civilisation à perpétuité sans qu'ils n'exploient jamais. C'est une utopie technologique parce qu'elle suppose que ces arsenaux ne défailiront jamais d'une manière qui ne nous convient pas et produirait une explosion nucléaire<sup>36</sup>. Cette utopie technologique est une forme particulière de pari sur la chance : être au moins aussi chanceux qu'on l'a été jusqu'à présent alors même que l'on ne prend pas adéquatement en compte les interactions plausibles entre les arsenaux nucléaires et le changement climatique. L'alternative consiste à viser la réduction des arsenaux nucléaires jusqu'à des niveaux inférieurs à ce qui causerait un hiver nucléaire, voire à zéro, et à en rester là. C'est une utopie politique, une possibilité sans précédent en termes de coordination, qui correspond aux engagements français en droit international, notamment dans

35. EGELAND Kjølv et PELOPIDAS Benoît, « No Such Thing as a Free Donation? Research Funding and Conflicts of Interest in Nuclear Weapons Policy Analysis », *International Relations*, vol. 39, n° 1, mars 2025. URL : <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/00471178221140000>. Consulté le 30 novembre 2025 ; et WILSON Benjamin, *Strange Stability: How Cold War Scientists Set Out to Control the Arms Race and Ended Up Serving the Military-Industrial Complex*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2025.

36. On peut envisager une fausse alerte qui n'aboutisse à aucune réponse, non pas parce que l'ordre de riposte n'a pas été donné, mais suite à une défaillance technique ou une désobéissance. Cette défaillance est tolérable.

le cadre du Traité de non-prolifération. La troisième option est la mort de la communauté suite à une catastrophe, nucléaire ou pas. Il reste donc à la France à choisir son utopie à long terme au lieu de légitimer indûment un pari technophile sur la chance qui ne s'avoue pas, en le qualifiant de réaliste.

À plus court terme, la France poursuit au moins trois objectifs : dissuader des adversaires de s'en prendre aux intérêts vitaux de la nation, éviter la prolifération des armes nucléaires à de nouveaux acteurs et limiter les dommages causés à la nation par les transformations planétaires. Or, le débat stratégique se tient comme si elle ne poursuivait que le premier de ses objectifs ou comme si cela n'avait pas d'effets pervers prévisibles sur les deux autres. C'est inexact. À survaloriser les armes nucléaires comme instruments de dissuasion, on les rend inutilement désirables. Cela met en péril les objectifs de non-prolifération, alors même que l'accès à la technologie est plus aisé que jamais, que nous sommes dans une période sans précédent de non-prolifération horizontale, et que des arsenaux conventionnels deviennent capables de remplir des missions précédemment assignées aux armes nucléaires. Ce faisant, la France est susceptible de contribuer à l'accélération du changement climatique par la course aux armements, alors qu'il est désormais établi que les niveaux de dépenses militaires en cours suffisent à garantir que le pays n'atteindra pas les objectifs de limitation du changement climatique qu'il s'est fixés ni la plupart des objectifs de développement durable, ce qui aura des conséquences sécuritaires graves<sup>37</sup>.

Depuis des décennies, la France dimensionne son arsenal nucléaire à partir d'un critère de « stricte suffisance<sup>38</sup> ». Elle n'est pas tombée dans le piège de la course aux armements par peur de ne pas être suivie et n'a pas pris le prétexte de la taille moindre de

37. DONG Wenjie et alii, « Rising Military Spending Jeopardizes Climate Targets », *Nature Communications*, vol. 16, mai 2025. URL : <https://www.nature.com/articles/s41467-025-59877-x> ; et GUTERRES António, *The Security We Need: Rebalancing Military Spending for a Sustainable and Peaceful Future*, rapport du secrétaire général des Nations unies, septembre 2025. URL : [https://front.un-arm.org/Milex-SDG-Study/SG\\_Report\\_TheSecurityWeNeed.pdf](https://front.un-arm.org/Milex-SDG-Study/SG_Report_TheSecurityWeNeed.pdf). Consulté le 30 novembre 2025.

38. Voir : *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2008*, p. 120, 170. URL : <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/0000.pdf> ; *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2013*, p. 74, 76, 135. URL : <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/134000257.pdf> ; *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale 2017*, p. 72. URL : [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/2017-revue\\_strategique\\_dsn\\_cle-4b3beb.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/2017-revue_strategique_dsn_cle-4b3beb.pdf) ; *RNS 2022*, p. 22, 31. URL : [http://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Revue\\_nationale\\_strategique\\_Francais.pdf](http://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Revue_nationale_strategique_Francais.pdf) ; *RNS 2025*, op. cit., p. 36, §175. Consultés le 30 novembre 2025. Les livres blancs de 1972 et 1994 ne mentionnent pas la notion, utilisée par les stratèges et acteurs politiques dès les années 1970, mais le refus de la course aux armements et de la quête de la parité est déjà présent dès la notion de « dissuasion du faible au fort » chez Pierre-Marie Gallois, chez l'amiral Castex dès 1945 et chez de Gaulle lui-même.

son arsenal pour renoncer à défendre cette notion. Faisons-le une nouvelle fois et proposons comme critère de dimensionnement des infrastructures de sécurité internationale à la lumière des enjeux d'aujourd'hui<sup>39</sup>. Il est temps de redéfinir ce concept au regard des trois objectifs ci-dessus. Quels systèmes d'armes pour quelle politique de défense la France veut-elle, alors que la course aux armements accélère de manière prévisible le changement climatique, et que la survalorisation des armes nucléaires comme instruments de dissuasion ne va qu'accroître la probabilité de la prolifération nucléaire en donnant des raisons ou des prétextes à ceux qui la souhaitent<sup>40</sup> ? Les ambitions du pays en termes de dissuasion, de non-prolifération et de soutenabilité appellent toutes à redéfinir la notion de stricte suffisance, à réfléchir à des moyens non nucléaires de dissuasion et à stopper la course aux armements afin de réinvestir ce qui a été économisé dans une politique qui rapproche la France de ses objectifs climatiques que pour l'instant elle ne tient pas<sup>41</sup>. Si les États-Unis se désengagent militairement de l'Europe, c'est l'occasion de repenser à ce que la France et l'Europe souhaitent plutôt que de remplacer les capacités que les États-Unis retirent. Il est temps de croire à ce que l'on dit sur l'indépendance et l'autonomie stratégique, et d'agir en conséquence<sup>42</sup>. ■

---

39. On lit d'ailleurs explicitement dans la *RNS 2025*, p. 36, §175 : « La France refuse toute course aux armements. »

40. Sur la course aux armements comme accélérateur du changement climatique, voir CRAWFORD Neta C., *The Pentagon, Climate Change, and War: Charting the Rise and Fall of U.S. Military Emissions*, Cambridge, Mass. : Massachusetts Institute of Technology (MIT) Press, 2022 ; et JORGENSON Andrew *et alii*, « Militarizing the Climate Crisis: An Analysis of the Short-run and Long-run Effects of Militarization on Nations' Carbon Emissions, 1990-2020 », *Social Problems*, mars 2025. URL : <https://academic.oup.com/socpro/advance-article/doi/10.1093/socpro/spaf023/8165973>. Consulté le 30 novembre 2025.

41. Les exigences de ce que les stratèges appelleraient « stricte suffisance » et de ce que des traditions opposées du mouvement écologiste appelleraient « durabilité » d'un côté, et « sobriété » de l'autre, convergent.

42. Sans oublier bien sûr que la condition de vulnérabilité nucléaire laisse dépendant des possibilités d'accident, d'escalade involontaire, ou de l'ennemi non dissuadé. À cela près, on peut agir indépendamment des autres puissances nucléaires.

## FOCUS SUR LE FILM A HOUSE OF DYNAMITE

Avec *A House of Dynamite*<sup>1</sup>, la réalisatrice américaine Kathryn Bigelow signe un *thriller* nucléaire d'un réalisme glaçant, où un missile non identifié, lancé vers Chicago, déclenche une séquence de décision d'une intensité rarement représentée de la sorte à l'écran. Le film se déploie en trois actes, trois espaces de décision : dans les sous-sols de la Maison Blanche, au sein du commandement militaire chargé de l'interception, et dans l'entourage direct du président des États-Unis. L'action importe moins que le processus : procédures, doutes, tensions hiérarchiques et risques d'erreur composent la dramaturgie principale. La catastrophe n'est pas tant ce qui menace d'exploser que ce qui, déjà, menace de se déréglé.

Cette approche permet au film de saisir l'essence des crises modernes : des phénomènes souvent brefs mais totaux, où chaque minute condense les vulnérabilités accumulées d'un système complexe. Le titre prend alors une dimension presque philosophique. Cette maison de dynamite, ce n'est pas l'État américain ; c'est nous tous. C'est notre monde, dont la solidité n'est qu'apparente, où la moindre étincelle peut révéler la fragilité des architectures que l'on croyait stables.



L'une des forces du film tient dans la manière dont il met en scène l'interaction entre technologies critiques et acteurs humains. Kathryn Bigelow évite l'écueil du récit purement techniciste : elle montre le missile, mais surtout les hésitations, les microconflits, les zones d'incertitude. Les personnages du film ne sont pas des héros : ce sont des individus confrontés à la densité du réel, contraints de décider avant de comprendre. La décision n'est jamais automatique ; elle est négociée, disputée, fragilisée. Ce réalisme, qui s'appuie sur une documentation rigoureuse, renvoie à une inquiétude bien réelle : l'idée que la dissuasion nucléaire n'est pas seulement un arsenal, mais une architecture sociotechnique vulnérable aux erreurs, aux interférences, aux mauvaises interprétations.

Voici enfin un film qui, sous la forme d'un *thriller* politique, parvient à capturer avec une grande netteté le sentiment d'incertitude qui traverse notre époque. Contrairement à la plupart des fictions nucléaires, *A House of Dynamite* ne cherche ni à impressionner ni à moraliser. La réalisatrice filme la crise comme un mécanisme précis, imparfait, angoissant.

Ce n'est pas tant l'ampleur de la menace qui peut frapper que la

1. *A House of Dynamite*, film réalisé par Kathryn Bigelow, sorti le 2 novembre 2025 sur Netflix France (sortie initiale le 24 octobre 2025), 1 h 52.

manière dont le film montre l'enchaînement des microévénements : une mauvaise interprétation, un doute mal formulé, une hésitation dans la chaîne de commandement. Rarement un film aura aussi bien capté ce qui constitue la matière des crises réelles : non pas l'explosion, mais tout ce qui précède : les signaux faibles, les zones grises, les erreurs humaines qui, mises bout à bout, composent le paysage réel du risque.

Cette fiction révèle l'importance de considérer les systèmes critiques comme des ensembles intégrés où la performance dépend tout autant de la technique que des organisations et des cultures professionnelles. Le danger représenté dans le film ne provient pas uniquement du missile, mais aussi du risque d'emballement bureaucratique, d'informations contradictoires, de signaux faibles mal interprétés. En cela, *A House of Dynamite* dépasse le cadre de la menace nucléaire : il offre une métaphore solide de la vulnérabilité systémique dans les sociétés hyperconnectées. Il serait tentant d'y voir un simple avertissement, mais ce serait passer à côté de sa nuance. *A House of Dynamite* n'est pas un manifeste contre la technologie ou contre la dissua-

sion car comprendre un risque ne revient pas à le maîtriser.

Ce film illustre également les défis de la prise de décision en contexte d'incertitude radicale. Le président, interprété avec sobriété par Idris Elba, doit décider avant de comprendre pleinement. Dans une époque où crises climatiques, cyberattaques, ruptures énergétiques ou pandémies exigent des réactions rapides et informées, cette représentation demeure particulièrement éclairante. Le film donne à voir, de manière presque pédagogique, les tensions entre rationalité procédurale, intuition politique et contraintes temporelles.

On termine finalement la séance avec davantage de questions : comment intégrer les fragilités de notre modernité, la place de l'erreur, et comment repenser nos systèmes en termes non seulement de performance, mais aussi de robustesse et de plasticité ? Car la préparation n'empêche pas l'inconnu, la rationalité ne suffit pas à conjurer le chaos. Avec un parallèle au réel, comment vivre avec des systèmes qui nous dépassent ? Comment habiter cette maison de dynamite que constitue la modernité avancée ? ■

Gaspard Chameroy

---

NDLR : Voir également la critique de ce film publiée par Benoît Pelopidas sur le site d'AOC : « La vulnérabilité nucléaire en face ou presque — sur *A House of Dynamite* de Kathryn Bigelow », partie 1, 5 novembre 2025. URL : <https://aoc.media/analyse/2025/11/04/la-vulnerabilite-nucleaire-en-face-ou-presque-sur-a-house-of-dynamite-de-kathryn-bigelow-1-2/> ; et partie 2, 6 novembre 2025. URL : <https://aoc.media/analyse/2025/11/05/la-vulnerabilite-nucleaire-en-face-ou-presque-sur-a-house-of-dynamite-de-kathryn-bigelow-2-2/>. Consultés le 3 décembre 2025.